

PARLEMENTAIRES

INFORMATIONS

52e législature



du 26/10/2009 au 30/10/2009

075

Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

ORGANES DE LA CHAMBRE

PRÉSIDENTENCE 3

COMMISSIONS

Réunions de commissions 5

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projet et propositions de loi 45

Questions orales 46

Constitution de l'Assemblée réunie de
la commission communautaire commune 48

Constitution de l'Assemblée de la
commission communautaire française 48

Constitution du « Raad van de
Vlaamse Gemeenschapscommissie » 48

Renvoi de projets de loi en commission 48

Conflit d'intérêts Bruxelles-Hal-Vilvorde 49

Votes nominatifs sur les motions 49

Visite du vice-ministre des Finances des
Etat-Unis d'Amérique 51

PUBLICATIONS 53

CONSEIL DES MINISTRES 55

ANNEXES

Demandes d'interpellations 61

Projets de loi, propositions et rapports
de commission 63

ADDENDA 65

Agenda des séances plénières
et des réunions de commissions 67



SEMAINE DU 26 OCTOBRE AU 30 OCTOBRE 2009



ORGANES DE LA CHAMBRE

PRÉSIDENTENCE

MERCREDI 14 OCTOBRE 2009

RÉPUBLIQUE DE LETTONIE

Le mercredi 14 octobre, M. Patrick Dewael, président de la Chambre des représentants, a reçu en audience M. Gundars Daudze, président du parlement (Saeima) de la République de Lettonie.

Pendant cette entrevue, les deux présidents ont mis l'accent sur la consolidation de la coopération bilatérale entre les deux parlements, entre autres par l'échange de délégations parlementaires des commissions.

Les deux présidents ont par ailleurs souligné l'importance croissante des accords de coopération régionale dans le cadre de l'Union européenne élargie, comme le Benelux et le Conseil balte.

Il a aussi été question de la manière dont les deux parlements préparent la mise en œuvre du traité de Lisbonne.

La Conférence des Nations Unies sur le Changement climatique à Copenhague (du 7 au 18 décembre 2009) a également été abordée. Il importe que les parlements y consacrent des travaux préparatoires et un suivi.

Enfin, un large échange de vues a porté sur les remèdes que les gouvernements des deux pays appliqueront à la crise économique et sur la difficile confection des budgets dans ce contexte.







COMMISSIONS

Cour des comptes

SOUS-COMMISSION "COUR DES COMPTES" DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. Luk Van Biesen

➤ **LUNDI 26 OCTOBRE 2009**

Nomination du président (N) de la Cour des Comptes - auditions des candidats.

- Des questions ont été posées par Mme Meyrem Almaci et MM. François-Xavier de Donnea, Jenne De Potter, Luk Van Biesen, Dirk Van der Maelen et Robert Van de Velde.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

Audition sur l'étude "Business Process Re-engineering" (BPR) relative à l'administration des Douanes et Accises, de :

- M. Noël Colpin, Administrateur Douanes et Accises;
- M. Hans Debruyne, représentant de Deloitte;
- M. Rudy De Meyere, directeur de la "Vlaamse Havenvereniging".

- Les exposés ont été suivis par un échange de vues.

- Des questions ont été posées par Mme Marie Arena et MM. Christian Brotcorne, François-Xavier de Donnea, Jan Jambon, Luk Van Biesen, Ludo Van Campenhout, Dirk Van der Maelen et Kristof Waterschoot.

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

1. Interpellation de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'arrêté du 22 juin 2009 concernant les nominations des directeurs régionaux" (n° 347).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.
- Une motion de recommandation a été déposée par M. Dirk Van der Maelen.
- Une motion pure et simple a été déposée par MM. Olivier Hamal, Kristof Waterschoot et Luk Van Biesen et Mme Marie Arena.



2. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'absence d'évaluation de la déductibilité CO2 restreinte pour les voitures de société" (n° 15264).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Question de M. Olivier Hamal au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le précompte mobilier sur les droits d'auteur dans la presse quotidienne" (n° 15306).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de M. Olivier Hamal au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les vêtements professionnels" (n° 15307).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Olivier Hamal au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les différentes mesures fiscales demandées par les éditeurs de la presse quotidienne francophone et germanophone dans leur mémorandum du mois de juin 2009" (n° 15308).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le fonctionnement du forum national de l'administration des douanes et accises" (n° 15473).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réduction du soutien financier de la Loterie Nationale à l'asbl Intro" (n° 15532).

- Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réduction de l'aide financière accordée à l'ASBL Intro" (n° 15558).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la diminution de la subvention de la Loterie Nationale à l'asbl Intro" (n° 15810).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la fraude commise par un comptable du bureau de recettes de la TVA de Bruxelles 4" (n° 15545).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.



9. Interpellation de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la corruption présumée au sein des autorités fédérales" (n° 367).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.
- Aucune motion n'a été déposée.

10. Interpellation de M. Renaat Landuyt au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur "les perquisitions effectuées récemment chez des fonctionnaires de la Régie des bâtiments et sur le fonctionnement de celle-ci" (n° 371).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.
- Aucune motion n'a été déposée.

11. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la simplification des factures électroniques" (n° 15615).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le port de signes religieux par des fonctionnaires ou des agents contractuels" (n° 15618).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 novembre 2009.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

1. Proposition de loi (Katrien Partyka, Joseph George, Sofie Staelraeve, David Clarinval, Servais Verherstraeten, Willem-Frederik Schiltz, Cathy Plasman) modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre en ce qui concerne les assurances de solde restant dû pour les personnes présentant un risque sanitaire accru, n°s 1977/1 à 6. (Continuation). (Rapporteur : Mme Karine Lalieux).

Amendements de Mmes Plasman et Douifi, Mme Lalieux, M. Blanchart, Mme Jadin, M. Clarinval et Mmes Partyka et Van der Auwera.

Avis du Conseil d'Etat.

- La discussion des articles a été poursuivie.
- Des amendements ont été déposés Mme Jadin et consorts.
- Tous ces amendements ont été développés.



2. Proposition (Karine Lalieux, Guy Coëme, Colette Burgeon, Alain Mathot) de loi-cadre relative à la création de l'Agence de protection des consommateurs de produits financiers communs, n° 1632/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.

- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : Mme Cathy Plasman, M. Ronny Balcaen, Mme Katrien Partyka et M. David Clarinval.

3. Projet de loi portant confirmation de divers arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, n° 2191/1.

- Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Les articles ont été adoptés. L'ensemble du projet de loi, y compris quelques corrections techniques, a été adopté par 10 voix et 5 abstentions.

4. Exposé du ministre du Climat et de l'Énergie sur l'accord conclu entre le gouvernement belge et GDF Suez.

- Echange de vues.

Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'accord avec GdF-Suez" (n° 15930).

- Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le caractère contraignant de l'accord conclu avec Suez" (n° 15996).

5. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le médiateur fédéral de l'énergie" (n° 15464).

- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le médiateur de l'énergie" (n° 15526).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la procédure d'infraction engagée contre la Belgique concernant la loi sur le transit de gaz" (n° 15517).

- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la procédure d'infraction engagée par les instances européennes concernant la loi sur les tarifs de transport du gaz" (n° 15523).

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la procédure d'infraction engagée par la Commission européenne concernant la loi sur le gaz" (n° 15544).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'application du code de conduite 'Le consommateur et le marché libéralisé de l'électricité et du gaz'" (n° 15527).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



8. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la gestion du combustible nucléaire usé" (n° 15655).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'étude prospective gaz" (n° 15949).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'état d'avancement des études prospectives" (n° 15957).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'avis de la CREG concernant la sécurité d'approvisionnement" (n° 15958).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le calcul de la contribution du secteur nucléaire" (n° 15959).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la contribution de 500 millions en 2009" (n° 15960).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'étude Gemix" (n° 15961).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements de Suez dans les projets offshore" (n° 15962).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le comité de suivi" (n° 15963).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

16. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la procédure en vue de la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires" (n° 15964).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.



17. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le cadre régulateur et normatif stable" (n° 15965).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

18. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'affectation des provisions nucléaires gérées par Synatom" (n° 15966).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

19. Question de Mme Cathy Plasman au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les investissements de la SA Synatom" (n° 15967).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

1. Projet de loi modifiant la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, en ce qui concerne les tâches du guichet unique, n° 2212/1.

- Rapporteur : Mme Sofie Staelraeve.

- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Un amendement a été déposé par M. Clarinval et consorts.

- L'amendement ainsi que les articles ont été adoptés.

- A l'unanimité, la commission a décidé de déroger à l'article 82.1 du Règlement et a procédé au vote.

- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé et y compris les corrections techniques, a été adopté par 11 voix et 3 abstentions.

2. Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mesures de prévention des faillites des indépendants en temps de crise" (n° 15117).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'allongement de la période de demande de l'assurance faillite" (n° 15118).

- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'extension temporaire de l'assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite" (n° 15290).

- Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'assurance faillite sociale pour les indépendants" (n° 15908).



- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les effets de la crise sur les travailleurs indépendants" (n° 15289).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

4. Question de Mme Sofie Staelraeve à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'entreprise volante" (n° 15213).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la crise de la production laitière" (n° 15585).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le dégagement par la Commission européenne de 280 millions d'euros pour l'élevage laitier européen" (n° 15879).

- Question de M. Josy Arens à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mesures de soutien aux agriculteurs" (n° 15918).

- Question de M. Koen Bultinck à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mesures d'aide européennes au secteur laitier" (n° 15975).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les mesures prises au niveau fédéral pour les exploitants agricoles" (n° 15978).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de M. Roland Defreyne à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les heures de fermeture dans le commerce, l'artisanat et les services" (n° 15477).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les rapports entre les petits producteurs et la grande distribution" (n° 15508).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

8. Question de Mme Josée Lejeune au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la collaboration entre les architectes et les opérateurs de téléphonie mobile" (n° 15515).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.



9. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'octroi de crédits aux entreprises" (n° 15534).
- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'intermédiaire de crédit pour les entreprises" (n° 15535).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

10. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le produit CASHEO du Fonds de participation" (n° 15536).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

11. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le marché anversois du diamant et les difficultés relatives à l'octroi de crédits" (n° 15645).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

12. Question de Mme Meyrem Almaci à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la recherche relative à l'enseignement pour les enfants sans papiers" (n° 15784).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 novembre 2009.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

1. Projet de loi relatif à la réforme de la cour d'assises, n°s 2127/1 à 7.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Renaat Landuyt) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le jury et la motivation, n° 2056/1.
- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Willem-Frederik Schiltz, Herman De Croo) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation des décisions du jury de la Cour d'assises, n° 2072/1.
- Proposition de loi (Renaat Landuyt, Meyrem Almaci) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation dans les dossiers d'assises, n° 2085/1.



- Proposition de loi (Renaat Landuyt) prévoyant l'instauration immédiate de l'obligation de motivation dans les dossiers d'assises, n° 2184/1.

(Deuxième lecture, Art. 94 Rgt, et vote sur l'ensemble). (Rapporteurs : M. Eric Libert et Mme Els De Rammelaere).

Amendements de MM. Laeremans et Schoofs, Mme Nyssens, MM. Terwingen, Giet, Perpète, Van Hecke et Mmes De Rammelaere, Lahaye-Battheu, Van Cauter et du gouvernement.

Avis du Conseil d'Etat.

- Des amendements ont été déposés par le gouvernement.

- Les amendements n°s 141 à 153 ont été adoptés.

- Des corrections techniques et d'ordre légistique ont été approuvées.

- L'ensemble du projet de loi, tel que corrigé, a été adopté par 10 voix contre 1 et 3 abstentions.

2. Projets de loi joints :

- Projet de loi introduisant le Code pénal social, n°s 1666/1 à 6.

Amendements du gouvernement, M. Terwingen et consorts, Mme Van Cauter et consorts et M. Libert et consorts.

- Projet de loi comportant des dispositions de droit pénal social, n°s 1667/1 et 2.

Amendement du gouvernement.

(Continuation). (Rapporteur : M. Raf Terwingen).

Avis du Conseil National du Travail.

- La discussion a été poursuivie.

- Des amendements ont été déposés par Mme Van Cauter et par le gouvernement.

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

1. Projet de loi portant confirmation de l'arrêté royal du 8 décembre 2008 relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licences de classe A, B, C et E pour l'année civile 2009, n° 2192/1.

- Affaire sans rapport.

- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

2. Projet de loi relatif aux méthodes de recueil des données des services de renseignement et de sécurité, n°s 2128/1 et 2.

Avis du Conseil d'Etat.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Filip De Man, Bart Laeremans) modifiant la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, en ce qui concerne la suppression de la Sûreté de l'Etat, n° 1023/1.

- Proposition de loi (Sarah Smeyers) modifiant la loi du 7 avril 2005 relative à la protection des sources journalistiques en ce qui concerne la protection à l'égard des services de renseignements et de sécurité, n° 1757/1.

- Rapporteur : Mme Clotilde Nyssens.

- Exposé introductif du ministre de la Justice.



3. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “le projet de loi concernant les plaintes collectives en dommages et intérêts” (n° 15175).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “le transport d’armes à feu” (n° 15176).

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l’Intérieur sur “l’arrêté royal du 14 avril 2009” (n° 15654).

- Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur “l’arrêté royal modifiant l’arrêté royal du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité lors du stockage, de la détention et de la collection d’armes à feu ou de munitions et son implication pour les chasseurs” (n° 15799).

- Question de M. François Bellot au ministre de la Justice sur “l’arrêté royal du 14 avril 2009 modifiant l’arrêté royal du 24 avril 1997 déterminant les conditions de sécurité auxquelles sont soumis le stockage, le dépôt et la collection d’armes à feu ou de munitions” (n° 15876).

- Question de M. François Bellot au ministre de la Justice sur “le processus d’enregistrement des armes longues par les chasseurs” (n° 16002).

- Question de M. Josy Arens à la ministre de l’Intérieur sur “la demande des chasseurs et des gardes-chasse de réformer les conditions de détention et de transport des armes à feu” (n° 16022).

- Question de M. Josy Arens au ministre de la Justice sur “la demande des chasseurs et des gardes-chasse de réformer les conditions de détention et de transport des armes à feu” (n° 16032).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Valérie Déom au ministre de la Justice sur “la circulaire qui permet l’emploi de matraques et de sprays poivrés par les gardiens de prisons” (n° 15230).

- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “une matraque pour les gardiens de prison” (n° 15319).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “l’usage de spray au poivre par les gardiens de prison” (n° 15423).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la nouvelle circulaire relative à l’utilisation de matraques et de spray au poivre par les agents pénitentiaires” (n° 15652).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “l’éventuelle libération anticipée d’un dangereux criminel” (n° 15277).

- Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur “l’affaire Stanislas Matthijs” (n° 15441).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur “la situation du corps de sécurité de Tournai” (n° 15304).



- Question de M. Josy Arens au ministre de la Justice sur “le cadre du corps de sécurité” (n° 15852).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le fonctionnement du Casier judiciaire central” (n° 15354).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “le Casier judiciaire central” (n° 15653).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur “le montant de la caution en cas de constitution de partie civile devant le juge d’instruction” (n° 15386).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur “un documentaire télévisé sur les médecins légistes” (n° 15427).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “le champ d’application de la nouvelle législation relative aux ventes publiques” (n° 15437).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur “la lutte contre le trafic international d’oeuvres d’art” (n° 15443).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Justice sur “le délai pour la traduction de certains dossiers” (n° 15445).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur “la communication de données chiffrées concernant les mariages de complaisance” (n° 15461).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la politique du parquet fédéral en matière de traite des êtres humains” (n° 15484).

- Le ministre de la Justice a répondu.



16. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’interdiction pour le personnel du greffe du tribunal de Bruxelles de jouer à des jeux vidéos durant les heures de travail” (n° 15487).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’attitude du parquet en matière d’infractions à la législation sur la publicité pour le tabac” (n° 15488).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Question de Mme Jacqueline Galant au ministre de la Justice sur “les détenus d’origine étrangère” (n° 15512).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la réforme de la cour d’assises” (n° 15530).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre de la Justice sur “le transfert et la mise à disposition d’informations par les parquets aux services compétents” (n° 15553).

- Le ministre de la Justice a répondu.

21. Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “les coûts téléphoniques pour l’identification des numéros de téléphone et l’écoute de communications privées” (n° 15576).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les récentes perquisitions chez des employés de la Régie des Bâtiments” (n° 15593).

- Le ministre de la Justice a répondu.

23. Question de Mme Colette Burgeon au ministre de la Justice sur “la réforme des arrondissements judiciaires” (n° 15598).

- Le ministre de la Justice a répondu.

24. Question de Mme Valérie Déom à la ministre de l’Intérieur sur “la loi sur la transsexualité et les actes d’état civil portant mention d’un nouveau sexe” (n° 15608).

- Le ministre de la Justice a répondu.

25. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la procédure de citation directe” (n° 15613).

- Le ministre de la Justice a répondu.



26. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur “la transformation de casernes en prisons” (n° 15614).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la proposition de transformer des casernes militaires fermées en prisons” (n° 15651).
- Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de la Justice sur “la transformation de casernes militaires en prison” (n° 15827).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine réunion : lundi 9 novembre 2009.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

1. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur “la modernisation des lois belges” (n° 14588).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur “le stade national à Bruxelles” (n° 15257).
- Question de M. Bart Laeremans au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur “la construction d'un nouveau stade de football à Bruxelles” (n° 15815).
- Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur “le nouveau stade Artevelde de Gand” (n° 15826).
- Question de M. David Geerts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur “les stades de football qui rentrent en ligne de compte pour la Coupe du monde 2018” (n° 15903).
- Question de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur “les stades de football et la candidature pour la coupe du monde 2018/2022” (n° 15947).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur “le coût du voyage à Rome pour la canonisation du Père Damien” (n° 15529).
- Question de M. Denis Ducarme au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur “la représentation massive du gouvernement belge au Vatican à l'occasion de la canonisation du Père Damien” (n° 15556).



- Question de Mme Martine De Maght au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur "la délégation belge qui a assisté à la canonisation du Père Damien à Rome" (n° 15582).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur "le centre sportif pour la formation des élites" (n° 15543).

- Question de M. Ronny Balcaen au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur "la formation des sportifs de haut niveau" (n° 15805).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

5. Interpellations jointes :

- Interpellation de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur "l'invocation éventuelle d'un conflit d'intérêts en ce qui concerne la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (n° 375).

- Interpellation de M. Bart Laeremans au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur "le conflit d'intérêts des germanophones en ce qui concerne la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (n° 381).

- Le premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Laeremans.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mme Leen Dierick et MM. André Frédéric et Josy Arens.

6. Question de Mme Leen Dierick au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de visas délivrés" (n° 15489).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

7. Question de M. Raf Terwingen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les dispositions concernant les personnes qui se portent garantes dans le cadre de loi sur les étrangers" (n° 15838).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

8. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la situation des Afghans" (n° 15943).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.



9. Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la fin de la "primocard" et l'impossibilité pour les demandeurs d'asile de pratiquer le foot" (n° 15988).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

10. Question de M. Olivier Maingain au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'organisation des examens linguistiques sur la base de l'arrêté royal du 12 juillet 2009" (n° 14801).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la réduction du nombre de fonctionnaires" (n° 15376).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Interpellation de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les mesures fédérales empiétant sur les compétences des entités fédérées" (n° 378).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

- Aucune motion n'a été déposée.

13. Question de Mme Sofie Staelraeve au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation de l'efficacité des services publics" (n° 15991).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de M. Raf Terwingen à la ministre de l'Intérieur sur "la lutte contre les nuisances liées à la drogue dans l'Eurégion" (n° 15341).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la vente d'une nouvelle drogue de synthèse, le GBL" (n° 15586).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de M. Bert Schoofs à la ministre de l'Intérieur sur "la communication par les collèges de police d'informations aux membres du conseil de police" (n° 15658).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.



17. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité dans les hôpitaux" (n° 15674).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

18. Question de M. Mark Verhaegen à la ministre de l'Intérieur sur "la nomination de nouveaux mandataires au sein de services de police" (n° 15844).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

19. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la mise en œuvre et l'organisation des interventions policières transfrontalières" (n° 15848).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

20. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "les vols de batterie" (n° 15849).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

21. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la décentralisation du secrétariat social de la police intégrée" (n° 15850).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la procédure d'évaluation du personnel policier" (n° 15851).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de Mme Ilse Uytensprot à la ministre de l'Intérieur sur "les rumeurs de suppression des contrats stratégiques de sécurité et de prévention" (n° 15942).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Paul Vanhie à la ministre de l'Intérieur sur "l'audit interne qui a été réalisée auprès de la police judiciaire fédérale de l'arrondissement de Bruges" (n° 15969).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la qualité d'agent de police judiciaire" (n° 15984).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

(Réunion commune avec la commission de l'Intérieur et des Affaires institutionnelles du Sénat).

Santé publique



Rapport du Conseil fédéral de la police sur l'évaluation de la réforme de la police.

- Audition des syndicats de police et des Unions des villes et communes.

(Rapporteurs : Mme Jacqueline Galant et M. Michel Doomst).

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : MM. Michel Doomst, Éric Thiébaud, Ben Weyts, Roland Defreyne, Fouad Lahssaini, Mme Jacqueline Galant, MM. Berni Collas, Dirk Claes et Mme Vanessa Matz.

Prochaine réunion : mardi 10 novembre 2009.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidente : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

1. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le développement de la télémédecine" (n° 14851).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

2. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la hausse des prix des médicaments" (n° 14937).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Question de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la technique d'implantation de valves aortiques par voie percutanée et transapicale" (n° 15121).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Question de Mme Mia De Schamphelaere au ministre de la Justice sur "le recours à du sperme de donneurs danois par des centres de fertilité belges" (n° 15150).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.



5. Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les honoraires de garde des pharmaciens" (n° 15154).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

6. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la présence de substances nocives dans les tapis puzzle pour enfants" (n° 15171).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

7. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le moratoire relatif aux pharmacies" (n° 15282).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de M. Philippe Blanchart à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la présence de veuves noires en Belgique" (n° 15283).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les tests gratuits de qualité des drogues illégales" (n° 15291).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'annulation par le Conseil d'État de l'arrêté ministériel du 21/02/2006 fixant les critères d'agrément des médecins généralistes" (n° 15292).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de M. Raf Terwingen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la qualité des prothèses dentaires fabriquées à l'étranger" (n° 15521).



- Question de M. Raf Terwingen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la qualité des prothèses dentaires fabriquées à l'étranger" (n° 15583).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'insécurité dans les hôpitaux" (n° 15528).

- Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'insécurité dans les hôpitaux" (n° 15675).

- Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la sécurité dans les hôpitaux" (n° 15744).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "les attestations délivrées par des médecins et des dentistes dans le cadre des demandes de régularisation" (n° 15610).

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les attestations délivrées par des médecins et des dentistes dans le cadre des demandes de régularisation" (n° 15611).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le port de signes religieux par des fonctionnaires ou des agents contractuels" (n° 15621).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la coordination et l'évaluation des politiques de soins et de prévention du VIH" (n° 15635).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

16. Question de M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la consommation d'alcool chez les mineurs" (n° 15707).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.



17. Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'utilisation d'un hélicoptère dans le cadre d'un service d'urgence" (n° 15745).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

18. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le traité sur le transport par ambulance entre la Belgique et les Pays-Bas" (n° 15759).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

19. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la mise en application de la directive européenne sur la vente du tabac sur internet" (n° 15765).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

20. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la campagne d'information sur les antibiotiques en Belgique" (n° 15766).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

21. Question de Mme Inge Vervotte à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'accès aux soins de santé pour les mineurs d'âge" (n° 15853).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

22. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'hépatite C" (n° 15880).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

23. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la reconnaissance des radiothérapeutes en oncologie médicale" (n° 15940).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.



24. Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le financement des soins palliatifs en Belgique" (n° 15941).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

25. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la décision juridique concernant l'interdiction de fumer" (n° 16057).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

26. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le délai dans la procédure de reconnaissance du titre professionnel d'infirmier en pédiatrie et néonatalogie" (n° 15987).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

27. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "le dépistage du mélanome malin" (n° 15989).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

28. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la radioprotection des malades" (n° 15990).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

29. Etat des lieux concernant la grippe A/H1N1.

- Exposé de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.

- Echange de vues.

Questions jointes au débat :

- Question de Mme Catherine Fonck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la sécurité du vaccin Pandermix" (n° 15939).

- Question de M. Ronny Balcaen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'information de la population sourde en matière de grippe A/H1N1" (n° 15999).

30. Projet de loi portant des dispositions diverses en matière de santé, n°s 2172/1 et 2.

Amendement de Mmes Collette Burgeon et Marie-Claire Lambert renvoyé par la séance plénière du 22 octobre 2009 (Art. 93 Rgt).

(Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem)



- L'amendement n° 7 a été adopté à l'unanimité.
- L'ensemble du projet de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 10 voix et une abstention.

31. Proposition de résolution (Muriel Gerken, Tinne Van der Straeten) relative aux droits de l'enfant hospitalisé en pédopsychiatrie, n° 1477/1 à 5.

Amendements de Mmes Muriel Gerken, Yolande Avontroodt et Katia della Faille de Leverghem, M. Jacques Otlet et mevrouw Catherine Fonck.

(Continuation) (Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem)

- L'amendement n° 15 a été pris comme texte de base.
- Les amendements n° 1 à 14 sont dès lors sans objet.
- La discussion a été poursuivie et clôturée
- Des amendements n°s 41 à 47 ont été déposés.
- Les amendements n°s 16 à 21, 23, 25, 26, 30, 32, 35, 39 à 45 et 47 ont été adoptés.
- L'ensemble de la proposition de résolution, tel qu'amendé, a été adopté à l'unanimité.

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

1. Question de Mme Karine Lalieux au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la demande d'information de l'OE au CPAS sur les citoyens de l'UE bénéficiant de l'aide des CPAS" (n° 15450).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

2. Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les compagnies aériennes qui devront payer pour polluer" (n° 14659).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de M. Éric Jadot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'engagement de l'Union européenne et de la Belgique vis-à-vis des pays en développement, suite aux déclarations faites au sommet de l'ONU sur le changement climatique de New York du 22 septembre 2009" (n° 15721).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

4. Question de M. Éric Jadot au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les engagements de l'Union européenne pris au sommet de l'ONU sur le changement climatique de New York du 22 septembre 2009" (n° 15722).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Zoé Genot, Wouter De Vriendt, Muriel Gerken, Stefaan Van Hecke, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Georges Gilkinet, Fouad Lahssaini, Meyrem Almaci) modifiant la loi du 15 mars 1954, relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droits, n°s 301/1 à 3.

- Proposition de loi (Georges Dallemagne) visant à accorder une pension de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit à toutes les personnes ayant la nationalité belge, n°s 1626/1 à 4.



Amendements de M. Dallemagne et consorts, Mme Genot et Mme Gerkens.

Avis de la Cour des Comptes.

Avis du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre.

Avis de l'Office médico-légal.

(Continuation). (Rapporteurs : M. Jacques Otlet et Mme Valérie De Bue).

- Les avis du Conseil supérieur des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre et de l'Office médico-légal ont été discutés.

- La commission a décidé de demander au Président de la Chambre de solliciter l'avis du Conseil d'Etat sur la proposition de loi n° 1626/1 ainsi que sur les amendements déposés sur celle-ci.

Prochaine réunion : mardi 10 novembre 2009.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. Geert Versnick

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

1. Proposition de loi (Patrick Moriau, Roel Deseyn, Hilde Vautmans, Muriel Gerkens, Kattrin Jadin, David Geerts, Georges Dallemagne, Robert Van de Velde) abrogeant la loi du 9 février 1999 portant création du Fonds belge de survie et créant un Fonds belge pour la Sécurité alimentaire, n° 2054/1.

- Rapporteur : Mme Lieve Van Daele.

- La discussion a eu lieu.

- Des amendements ont été déposés par MM. Moriau et consorts, Deseyn et consorts et Dallemagne et consorts.

- Tous les amendements et les articles ont été adoptés.

- L'ensemble de la proposition de loi, tel qu'amendé, a été adopté par 9 voix et 5 abstentions.

2. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Coopération au développement sur "la loi discriminant les femmes afghanes" (n° 14530).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Marie Arena au ministre de la Coopération au développement sur "la proposition du ministre d'utiliser le lait déversé pour les pays frappés de famine" (n° 15054).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Coopération au développement sur "la proposition du ministre relative aux excédents de lait déversés" (n° 15056).

- Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Coopération au développement sur "sa proposition de transformer le lait européen en poudre afin de le vendre au Sud" (n° 15100).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.



4. Question de M. Francis Van den Eynde au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile sur "le comportement étrange affiché à l'étranger par le ministre de la coopération au développement, en particulier s'agissant de certaines personnalités féminines étrangères de marque" (n° 15562).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

5. Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Coopération au développement sur "la faim à Kinshasa et l'action de la Belgique à cet égard" (n° 15649).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

6. Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Coopération au développement sur "le Programme Indicatif de Coopération 2010-2013 en RDC pour qui concerne la santé et la préservation des forêts" (n° 15663).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

7. Question de M. Georges Dallemagne au ministre de la Coopération au développement sur "les impacts environnementaux liés au secteur des routes dans le cadre du Programme Indicatif de Coopération au Congo" (n° 16003).

- Le ministre de la Coopération au développement a répondu.

8. La politique relative à la République du Congo.

(Les membres de la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat sont également invités).

- Exposé introductif par le ministre des Affaires étrangères.

Questions jointes au débat :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre des Affaires étrangères sur "les activités de sociétés belges dans le secteur minier congolais" (n° 14652).

- Question de Mme Nathalie Muylle au ministre des Affaires étrangères sur "les relations diplomatiques entre la Belgique et la République démocratique du Congo" (n° 14700).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre des Affaires étrangères sur "les relations avec la République démocratique du Congo" (n° 14761).

- Question de M. Bruno Tuybens au ministre des Affaires étrangères sur "les relations entre la République démocratique du Congo et notre pays" (n° 14779).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre des Affaires étrangères sur "les responsables de la politique africaine au sein du gouvernement" (n° 15103).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre des Affaires étrangères sur "l'évolution dans l'Est du Congo" (n° 15438).

- Question de M. Georges Dallemagne au ministre des Affaires étrangères sur "les violences sexuelles au Congo et la mise en œuvre du plan d'action national de mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies" (n° 15662).

- Question de M. Georges Dallemagne au ministre des Affaires étrangères sur "la normalisation des relations avec le Congo" (n° 15735).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre des Affaires étrangères sur "les viols, les pillages et les meurtres que l'armée congolaise continue de commettre dans l'Est du Congo et les mesures prévues par le gouvernement en la matière" (n° 15752).



- Question de M. Bruno Tuybens au ministre des Affaires étrangères sur "la violence sexuelle continue en République démocratique du Congo" (n° 15819).
- Question de M. Wouter Devriendt au ministre des Affaires étrangères sur "la position du gouvernement en ce qui concerne les atteintes aux droits de l'homme au Congo" (n° 15906).
- Question de Mme Marie Arena au ministre des Affaires étrangères sur "les violences sexuelles en République démocratique du Congo" (n° 16007).
- Question de M. François-Xavier de Donnea au ministre des Affaires étrangères sur "la crise humanitaire dans le Nord-Est du Congo" (n° 16035).

- Un échange de vues a eu lieu.

- Sont intervenus : MM. Philippe Mahoux (S), Dirk Van der Maelen, Philippe Fontaine (S), Mme Nathalie Muylle, M. Geert Versnick, Mme Sabine De Béthune (S), MM. Herman De Croo, Bruno Tuybens, Francis Van den Eynde, Georges Dallemagne, Wouter Devriendt, Mme Marie Arena et M. François-Xavier de Donnea.

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

9. Question de M. Bruno Tuybens au ministre des Affaires étrangères sur "la transposition en droit belge de directives européennes" (n° 15818).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre des Affaires étrangères sur "la position de la Belgique par rapport au rapport Goldstone" (n° 15885).
- Question de Mme Alexandra Colen au ministre des Affaires étrangères sur "le mauvais usage du rapport Goldstone" (n° 15986).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Alexandra Colen au ministre des Affaires étrangères sur "les candidatures au poste de président permanent du Conseil européen" (n° 15888).
- Question de Mme Alexandra Colen au ministre des Affaires étrangères sur "les candidatures pour le poste de ministre de l'UE des Affaires Etrangères" (n° 15950).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

12. Question de Mme Alexandra Colen au ministre des Affaires étrangères sur "la ratification du Traité de Lisbonne et l'opposition de la région autonome finlandaise de Åland" (n° 15889).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

13. Question de Mme Alexandra Colen au ministre des Affaires étrangères sur "la ratification du Traité de Lisbonne et les droits juridiques des anciens ressortissants allemands chassés de la République tchèque et de la Slovaquie" (n° 15890).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.



14. Question de Mme Alexandra Colen au ministre des Affaires étrangères sur “le service diplomatique européen commun” (n° 15891).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

15. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre des Affaires étrangères sur “le paquet défense européen” (n° 15913).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

16. Question de Mme Alexandra Colen au ministre des Affaires étrangères sur “les droits de l’homme au Maroc” (n° 15926).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

17. Question de Mme Katrien Partyka au ministre des Affaires étrangères sur “le droit de visite pour les membres de la famille des ‘Cuban five’ aux Etats-Unis” (n° 15974).

- Le ministre des Affaires étrangères a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 novembre 2009.

Droit Commercial et économique

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : M. Gerald Kindermans

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

1. Projet de loi modifiant le Code des sociétés et prévoyant les modalités de la société privée à responsabilité limitée starter, n° 2211/1.

- Rapporteur : Mme Ine Somers.

- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : MM. Olivier Hamal, Luk Van Biesen, Bruno Tuybens, Joseph George, Gerald Kindermans et Mmes Sarah Smeyers, Muriel Gerkens et Barbara Pas.

- Des corrections techniques ont été approuvées.

- Les articles 1 à 16 ainsi que l’ensemble du projet de loi ont été adoptés à l’unanimité.

2. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant le Code des sociétés en ce qui concerne l’élargissement de la participation à l’assemblée générale, n° 1294/1. (Rapporteur : M. Olivier Hamal).

3. Proposition de loi (Bruno Tuybens, Valérie Déom, Muriel Gerkens, Bruno Tobback, Stefaan Van Hecke) modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne le droit de parole à l’assemblée générale, n° 1300/1. (Rapporteur : M. Olivier Hamal).



- La commission a décidé de joindre la discussion des propositions de loi n°s 1294/1 et 1300/1.
- Exposé introductif de M. Bruno Tuybens.
- Exposé introductif par les représentants du vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles et du ministre de la Justice.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : Mmes Muriel Gerken, Valérie Déom, Ine Somers et MM. Olivier Hamal, Bruno Tuybens, Luk Van Biesen et Gerald Kindermans.

Prochaine réunion : mardi 10 novembre 2009.

Partis politiques

GROUPE DE TRAVAIL PARTIS POLITIQUES

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

1. Nomination du président et d'un vice-président.

- M. Francis Delpérée (S) a été nommé président.
- Mme Sofie Staelraeve a été nommée vice-présidente.

2. Ordre des travaux.

Mondialisation

COMMISSION SPÉCIALE "MONDIALISATION"

Président : M. Dirk Van der Maelen

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

"Les aspects mondiaux de la crise financière" : organisation des travaux et planning des auditions.

- Rapporteurs : Mme Marie Arena et M. Dirk Van der Maelen.



Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 27 OCTOBRE 2009**

1. Questions de M. Josy Arens à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "les contrôles en matière de sécurité et de santé au travail" (n°s 14135 et 14188).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

2. Question de Mme Françoise Colinia à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur "la situation des entreprises de travail adapté" (n° 14373).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

3. Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "le non-respect par DHL de la procédure prévue par la loi Renault" (n° 15340).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Francis Van den Eynde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "les nominations aux plus hautes fonctions du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme" (n° 14571).

- Question de M. Francis Van den Eynde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la non-application des lois linguistiques par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme" (n° 15281).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

5. Question de Mme Jacqueline Galant à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "l'allaitement maternel" (n° 14532).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

6. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "le droit au chômage des travailleurs à temps partiels" (n° 14622).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.



7. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "le travail étudiant" (n° 14695).

- Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la réforme du travail des étudiants" (n° 15677).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

8. Question de Mme Camille Dieu à la ministre de l'Intérieur sur "la libre circulation des travailleurs et la fin des restrictions d'ouverture des frontières belges" (n° 14696).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'absence d'arrêté royal garantissant les droits sociaux des travailleurs qui ont recours au crédit-temps de crise" (n° 14876).

- Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la remise en cause de la politique de crédit-temps" (n° 15773).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "son engagement de faire examiner par le gouvernement le dossier de la responsabilité solidaire après les élections régionales" (n° 14878).

- Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la lutte contre la fraude sociale dans le secteur de la construction" (n° 15451).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

11. Questions jointes :

- Questions de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "le chômage économique des employés" (n°s 15276 et 15339).

- Question de Mme Camille Dieu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la prolongation du chômage économique pour les employés" (n° 15581).

- Question de M. Guy D'haeseleer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'état de la situation dans le dossier du statut unique" (n° 15678).



- Question de Mme Meryame Kitir la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'impact des mesures temporaires de crise" (n° 15900).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

12. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "VW Forest et le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation" (n° 15030).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

13. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "les actions en vue de favoriser la diversité sur le lieu de travail" (n° 15125).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Jacqueline Galant à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la faillite de Preiss-Daimler et ses conséquences pour l'emploi" (n° 15167).

- Question de M. Éric Thiébaud à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la faillite de l'entreprise Preiss-Daimler Refractories située à Saint-Ghislain" (n° 15226).

- Question de Mme Juliette Boulet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la faillite de l'entreprise Preiss-Daimler" (n° 15265).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

15. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la diminution de la TVA dans l'horeca et la création d'emplois" (n° 15776).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

16. Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'état d'avancement du dossier relatif au statut des accueillantes d'enfant" (n° 15757).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.



17. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'attitude de l'ONEm par rapport aux personnes qui hébergent des demandeurs de régularisation" (n° 15379).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

18. Question de Mme Carine Lecomte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'impact du travail intérimaire sur les allocations de chômage" (n° 15418).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

19. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la suspension des discussions entre partenaires sociaux sur le travail intérimaire" (n° 15790).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

20. Interpellation de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la qualité et le volume de l'emploi dans le secteur postal" (n° 368).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

- Deux motions ont été déposées.

21. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "les congés des demandeurs d'emploi indemnisés" (n° 15793).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

22. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "le contrat de travail des demandeurs de régularisation" (n° 15899).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

23. Question de Mme Valérie Déom à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "la première Conférence mondiale des femmes" (n° 15901).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.



24. Questions jointes :

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "l'opération unique d'économie auprès des ALE" (n° 15904).

- Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile sur "les mesures d'économies prévues sur les ALE" (n° 15921).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

1. Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la régionalisation de l'Économie sociale et la gestion de l'appel à projet 2009" (n° 14703).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

2. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "la scission des décisions concernant le droit à l'intégration sociale et celles concernant l'aide sociale" (n° 14548).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les pertes sur les CDO de KBC" (n° 16050).

- Question de M. Georges Gilkinet au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale sur "les pertes sur les CDO de KBC" (n° 16051).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur "la lutte contre la fraude à l'identité dans le domaine de l'assurance maladie-invalidité" (n° 14378).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.



5. Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur "le projet d'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions en matière de coordination des contrôles du travail au noir et de la fraude sociale" (n° 14432).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

6. Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice sur "les attestations délivrées par des médecins et des dentistes dans le cadre des demandes de régularisation" (n° 15612).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 10 novembre 2009.

Climat et Développement durable

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE "CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE" ET DE LA COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Présidents : M. Patrick Dewael et Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

Débriefing sur le Conseil européen relatif à l'environnement du 21 octobre 2009.

- Exposé introductif par le ministre du Climat et de l'Energie .
- Exposé du point de vue de l'Union européenne par M. Didier Seeuws, Représentant Permanent Adjoint, Représentation Permanente de la Belgique auprès de l'Union européenne.
- Echange de vues.

- Rapporteur : Mme Nathalie Muylle.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

1. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Défense sur "les problèmes de stockage du Musée de l'Armée" (n° 15073).

- Le ministre de la Défense a répondu.



2. Question de M. Daniel Bacquelaine au ministre de la Défense sur “les récents incidents impliquant des tirs d’hélicoptère en région liégeoise” (n° 15142).

- Le ministre de la Défense a répondu.

3. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Défense sur “les quatre jours de l’Yser” (n° 15259).

- Le ministre de la Défense a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “les interventions de la frégate Louise-Marie dans le cadre de sa mission de protection des bateaux contre les pirates” (n° 15348).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la candidature de la Défense pour diriger l’année prochaine l’opération Atalanta” (n° 15910).

- Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “l’éventuel commandement de l’opération Atalanta en 2010 et la présidence belge de l’Union européenne” (n° 16031).

- Le ministre de la Défense a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “l’enquête sur les risques d’attentats liés à l’utilisation de Google Earth” (n° 15357).

- Question de M. Patrick De Grootte au ministre de la Défense sur “le risque de sécurité que constitue ‘Google Earth’ pour la défense” (n° 15385).

- Le ministre de la Défense a répondu.

6. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “la coopération militaire avec le Bénin” (n° 15365).

- Le ministre de la Défense a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “les coûts engendrés par l’utilisation de 3 avions dans le cadre de la cérémonie de canonisation du Père Damien à Rome” (n° 15397).

- Question de M. Dirk Vijnck au ministre de la Défense sur “l’utilisation d’avions du gouvernement lors de la canonisation du Père Damien à Rome” (n° 15694).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “l’utilisation d’avions militaires lors de la canonisation du père Damien” (n° 15893).

- Le ministre de la Défense a répondu.

8. Question de M. Dirk Van der Maelen au ministre de la Défense sur “la loi relative aux armes à uranium” (n° 15448).

- Le ministre de la Défense a répondu.



9. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “la pénurie d’effectifs au sein des services médicaux de l’armée” (n° 15514).

- Le ministre de la Défense a répondu.

10. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Défense sur “le port de signes religieux par des fonctionnaires ou des agents contractuels” (n° 15622).

- Le ministre de la Défense a répondu.

11. Question de M. André Flahaut au ministre de la Défense sur “le comité d’avancement d’officiers supérieurs” (n° 15660).

- Le ministre de la Défense a répondu.

12. Question de Mme Rita De Bont au ministre de la Défense sur “les travaux de terrassement en vue de l’enfouissement à une plus grande profondeur d’un pipe-line de l’OTAN à Kontich” (n° 15676).

- Le ministre de la Défense a répondu.

13. Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Défense sur “le rapport des Nations Unies sur le trafic de stupéfiants en Afghanistan” (n° 15909).

- Le ministre de la Défense a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Patrick De Groote au ministre de la Défense sur “la création d’une task force” (n° 15968).

- Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Défense sur “l’exécution du plan ‘La finalisation de la transformation’” (n° 16036).

- Question de M. David Geerts au ministre de la Défense sur “le projet de création d’une task force” (n° 16038).

- Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “ le temps prévu pour l’exécution du nouveau plan de réforme et l’accompagnement du personnel concerné” (n° 16042).

- Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “l’accompagnement social du personnel touché par le plan de réforme” (n° 16048).

- Le ministre de la Défense a répondu.

15. Question de M. Wouter De Vriendt au ministre de la Défense sur “la réglementation concernant les zones de sécurité à proximité des radars” (n° 16030).

- Le ministre de la Défense a répondu.

16. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “le nombre de places IVP” (n° 16039).

- Le ministre de la Défense a répondu.



17. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “l'éclairage public dans le ‘Park Officierien’ à Brasschaat” (n° 16040).

- Le ministre de la Défense a répondu.

18. Question de M. Luc Sevenhans au ministre de la Défense sur “l'attitude asociale de l'OCASC” (n° 16041).

- Le ministre de la Défense a répondu.

19. Question de M. Gerald Kindermans au ministre de la Défense sur “la mission de recherche de trois pilotes belges disparus au-dessus de la jungle congolaise en 1965” (n° 16043).

- Le ministre de la Défense a répondu.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION “DROIT DE LA FAMILLE”

Présidente : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

1. Ordre des travaux.

2. Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Carina Van Cauter, Josy Arens) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n°s 1511/1 et 2.

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Sonja Becq, Mia De Schamphelaere) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle en cas de divorce, n° 1716/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Valérie Déom).

- La discussion a été poursuivie.

- Des amendements ont été déposés par Mmes Clotilde Nyssens, Sabien Lahaye-Battheu, Marie Christine Marghem et M. Raf Terwingen.

Prochaine réunion : mercredi 18 novembre 2009.

Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Présidente : Mme Alexandra Colen

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

Ordre des travaux.



- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Colette Burgeon, Valérie Déom, Maggie De Block, Leen Dierick, Zoé Genot et Alexandra Colen.

Prochaine réunion : mercredi 18 novembre 2009.

Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : MM. Herman De Croo et Geert Versnick

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

(Réunion commune avec les commissions homologues du Sénat).

- Exposé du Premier ministre sur l'ordre du jour du Conseil européen des Chefs d'Etat et de gouvernement des jeudi 29 et vendredi 30 octobre 2009 à Bruxelles.

- Echange de vues.

- Sont intervenus : MM. Herman De Croo, Bruno Tuybens, François-Xavier de Donnea, Philip Claeys (PE) et Mmes Isabelle Durant (PE), Kathleen Van Brempt (PE), Camille Dieu, Tinne Van der Straeten et Vanessa Matz (S).

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

Audition sur la situation actuelle de La Poste de:

- MM. Jef De Doncker et Michel Meyer (FGTB);

- Mme Lieve Van Overbeke (CSC);

- M. Marc De Mulder (CGSLB).

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : MM. Georges Gilkinet, Roel Deseyn, Mme Karine Lalieux, MM. David Geerts, David Lavaux, Mmes Ine Somers, Linda Musin, M. Bruno Stevenhuydens, Mme Valérie De Bue et M. François Bellot.

Prochaine réunion : lundi 16 novembre 2009.



Comptabilité

COMMISSION DE LA COMPTABILITÉ

Président : M. Patrick Dewael

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

Commentaires des présidents et/ou représentants relatifs aux comptes de l'année 2008, aux ajustements du budget 2009 et aux propositions budgétaires 2010 :

- de la Cour des comptes;
- de la Cour constitutionnelle;
- du Conseil Supérieur de la Justice;
- du Comité permanent de contrôle des services de police;
- du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité;
- du Collège des médiateurs fédéraux;
- des Commissions de nomination pour le notariat;
- de la Commission de la protection de la vie privée.

- Echange de vues sur les comptes 2008 et les ajustements du budget 2009.

- Rapporteur : M. Luk Van Biesen.

- Sont intervenus : M. Patrick Dewael, Mmes Corinne De Permentier, Muriel Gerkens et M. Luk Van Biesen.

Prochaine réunion : mardi 17 novembre 2009.

Police

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 28 OCTOBRE 2009**

Dossiers transmis par le Comité permanent de contrôle des services de police (Discussion).

- Le Comité P a fait un exposé sur plusieurs dossiers.
- Des questions ont été posées par les membres de la commission.

Suivi des missions à l'étranger

COMMISSION DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

Président : M. Francis Delpérée (S)

➤ **JEUDI 29 OCTOBRE 2009**

Aperçu des missions en cours à l'étranger.



- Exposé de M. Pieter De Crem, ministre de la Défense.
- L'Amiral Ector a également présenté un exposé concernant l'opération Atalanta.
- Un échange de vues a eu lieu.

Concertation parlementaire

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Dewael et Armand De Decker

➤ JEUDI 29 OCTOBRE 2009

1. Projet de loi modifiant la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions, en ce qui concerne les tâches du guichet unique, Doc. Chambre n° 52 2212/1

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

2. Projet de loi visant à promouvoir une objectivation du calcul des contributions alimentaires des père et mère au profit de leurs enfants; n°s 4-1357/1 et 2.

Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'examen est prolongé de 30 jours.

3. Suspension des délais (application de l'article 10, § 1er, 3°, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Les délais sont suspendus du 31 octobre 2009 au 8 novembre 2009.

4. Projet de loi mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution, Doc. Sénat n° 4-1376/7.

Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'examen est prolongé de 30 jours.





SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).

➤ JEUDI 29 OCTOBRE 2009, APRÈS-MIDI (119)

PROJET ET PROPOSITIONS DE LOI

Projet de loi relatif à la réforme de la cour d'assises, n^{os} 2127/1 à 7.

- Proposition de loi (M. Renaat Landuyt) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne le jury et la motivation, n° 2056/1.
- Proposition de loi (Mmes Carina Van Cauter et Sabien Lahaye-Battheu et MM. Willem-Frederik Schiltz et Herman De Croo) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation des décisions du jury de la Cour d'assises, n° 2072/1.
- Proposition de loi (M. Renaat Landuyt et Mme Meyrem Almaci) modifiant le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la motivation dans les dossiers d'assises, n° 2085/1.
- Proposition de loi (M. Renaat Landuyt) prévoyant l'instauration immédiate de l'obligation de motivation dans les dossiers d'assises, n° 2184/1.

Le projet de loi (n° 2127) est adopté par 86 voix contre 22 et 28 abstentions



QUESTIONS ORALES

La réforme des Douanes et Accises

Question de :

M. Jan Jambon (N-VA) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1347)

L'arriéré de TVA de 107 millions d'euros

Questions jointes de :

- M. Robert Van de Velde (LDD) (n° P1348)
- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1349)

La vaccination contre la grippe

Questions jointes de :

- M. Jef Van den Bergh (CD&V) (n° P1355)
- M. Patrick De Grootte (N-VA) (n° P1356)
- M. Paul Vanhie (LDD) (n° P1357)
- M. Rolly Balcaen (Ecolo-Groen!) (n° P1358)
- M. David Lavaux (cdH) (n° P1359)
- M. David Geerts (sp.a) (n° P1360)
- Mme Camille Dieu (PS) (n° P1361)
- Mme Ine Somers (Open Vld) (n° P1362)
- M. Jan Mortelmans (VB) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P1363)

B-Cargo et la grève à la SNCB

Questions jointes de :

- Mme Katrin Jadin (MR) (n° P1350)
- M. Flor Van Noppen (N-VA) (n° P1351)
- Mme Catherine Fonck (cdH) (n° P1352)
- Mme Colette Burgeon (PS) (n° P1353)
- Mme Maggie De Block (Open Vld) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1354)



L'augmentation du nombre de licenciements pour motifs graves

Question de :

Mme Meryame Kitir (sp.a) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile (n° P1364)

La taxe Tobin

Question de :

M. Stefaan Vercaemer (CD&V) au ministre des Affaires étrangères (n° P1365)

La position de la Belgique avant le sommet de Copenhague

Questions jointes de :

- M. Eric Jadot (Ecolo-Groen!) (n° P1366)
- M. Georges Dallemagne (cdH) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P1367)

Les produits cosmétiques Halal

Question de :

Mme Josée Lejeune (MR) au ministre du Climat et de l'Énergie (n° P1368)

L'interruption des campagnes de prévention du surendettement

Question de :

M. Hans Bonte (sp.a) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P1369)

Les tarifs internet onéreux

Questions jointes de :

- M. Olivier Destrebecq (MR) (n° P1370)
- M. Roel Deseyn (CD&V) au ministre pour l'Entreprise et la Simplification (n° P1367)



L'ouverture de casernes pour l'accueil de demandeurs d'asile

Question de :

M. François Bellot (MR) au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale (n° P1377)

CONSTITUTION DE L'ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE

Par message du 22 octobre 2009, l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune fait connaître qu'elle s'est constituée en sa séance de ce jour.

CONSTITUTION DE L'ASSEMBLÉE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

Par message du 23 octobre 2009, l'Assemblée de la Commission communautaire française fait connaître qu'elle s'est constituée en sa séance de ce jour.

CONSTITUTION DU « RAAD VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE »

Par message du 23 octobre 2009, le « Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie » fait connaître qu'il s'est constitué en sa séance de ce jour.

RENOI DE PROJETS DE LOI EN COMMISSION

M. Willem-Frederik Schiltz et consort ont déposé des amendements sur les projets de loi suivants :

- Le projet de loi adaptant diverses lois réglant une matière visée à l'article 77 de la Constitution à la dénomination « Cour constitutionnelle », n° 1112/1 ;
- Le projet de loi adaptant diverses loi réglant une matière visée à l'article 78 de la Constitution à la dénomination « Cour constitutionnelle », n° 1113/1 ;
- Le projet de loi spéciale visant à adapter diverses dispositions à la dénomination « Cour constitutionnelle », n° 1114/1.

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 28 octobre 2009, ils sont renvoyés en commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des institutions.



CONFLIT D'INTÉRÊTS BRUXELLES-HAL-VILVORDE

Par lettre du 27 octobre 2009, le premier ministre transmet la décision du Comité de concertation du 14 octobre 2009 concernant le conflit d'intérêts entre le Parlement wallon et la Chambre des représentants sur les propositions de loi visant à scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, nos 37 et 39/1.

Par lettre du 27 octobre 2009, le président du Parlement de la Communauté germanophone transmet le texte d'une motion adoptée par le Parlement le 26 octobre 2009, concernant un conflit d'intérêts tel que défini par l'article 32, § 1er de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, modifié par la loi du 16 juin 1989 et par la loi spéciale du 7 mai 1999.

Le conflit d'intérêts porte sur les mêmes propositions de loi.

VOTES NOMINATIFS SUR LES MOTIONS

Une motion pure et simple est une motion qui vise uniquement à passer à l'ordre du jour. La motion pure et simple a la priorité de droit sur toutes les autres motions, à l'exception de la motion de confiance. L'adoption d'une motion pure et simple entraîne la caducité de toutes les autres motions (art.92bis du Règlement de la Chambre).

Si plusieurs motions de recommandation portent sur le même objet, celles déposées par des interpellateurs ont, lors du vote, la priorité de droit sur celles déposées par d'autres membres. L'ordre du vote est, pour chacune de ces deux catégories de motions, déterminé par l'ordre dans lequel celles-ci ont été déposées.

VOTES :

1. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bruno Stevenheydens (VB) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « les projets pilotes relatifs aux facteurs de quartier, les grèves et la concertation avec le ministre » (n° 364)
- M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « l'implantation du statut de facteur de quartier au sein de La Poste » (n° 369) (développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 19 octobre 2009)



Trois motions ont été déposées (MOT 52 364/001)

- une motion de recommandation par Jan Mortelmans (VB) et Bruno Stevenheydens (VB)
- une motion de recommandation par Thérèse Snoy et d'Oppuers (Ecolo-Groen!), Ronny Balcaen (Ecolo-Groen!) et Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!)
- une motion pure et simple par François Bellot (MR), Camille Dieu (PS), David Lavaux (cdH), Roel Dedesyn (CD&V) et Jef Van den Bergh (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 83 voix contre 49 et 1 abstention

2. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- M. Bert Schoofs (VB) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « l'inclusion du désenclavement ferroviaire du Limbourg dans les plans de la SNCB à partir de 2012 » (n° 370)
- M. Peter Luykx (N-VA) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « l'optimisation du désenclavement ferroviaire du nord du Limbourg et de la Campine à partir de 2012 dans les plans à long terme de la SNCB » (n° 372)
(développées en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 19 octobre 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 370/001)

- une motion de recommandation par Peter Luykx (N-VA) et Bert Schoofs (VB)
- une motion pure et simple par Camille Dieu (PS), David Lavaux (cdH), et Jef Van den Bergh (CD&V)

La motion pure et simple est adoptée par 85 voix contre 50 et 1 abstention

3. sur les motions déposées en conclusion des interpellations de :

- Mme Sarah Smeyers (N-VA) à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des Chances sur « les nouvelles mesures destinées à soutenir l'emploi en temps de crise économique » (n° 366)
(développées en réunion publique de la commission des Affaires sociales du 20 octobre 2009)

Deux motions ont été déposées (MOT 52 366/001)

- une motion de recommandation par Sarah Smeyers (N-VA)
- une motion pure et simple par Camille Dieu (PS), Isabelle Tasiaux-De Neys (cdH) et Maggie De Block (Open Vld)

La motion pure et simple est adoptée par 86 voix contre 50



VISITE DU VICE-MINISTRE DES FINANCES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Le président de la Chambre souhaite la bienvenue au vice-ministre des Finances des États-Unis qui se trouve actuellement à la tribune.





PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Bulletin des questions et réponses :

- 52/080 DU 13 OCTOBRE 2009
Questions et réponses écrites





CONSEIL DES MINISTRES

Le texte ci-dessous mentionne les points qui figurent à l'ordre du jour du Conseil des ministres et qui sont susceptibles d'influencer les travaux parlementaires futurs. Il s'agit surtout d'avant-projets de loi approuvés par le Conseil des ministres. Le Parlement fédéral entame l'examen d'un projet lorsque le gouvernement l'a déposé à la Chambre des représentants ou au Sénat. Le projet ne peut obtenir la sanction et être promulgué en tant que loi qu'après avoir été adopté par la Chambre et, dans certains cas, également par le Sénat.

Une information plus détaillée relative aux décisions du Conseil des ministres est disponible sur le site Internet du gouvernement fédéral: <http://www.presscenter.org> - Conseil des ministres.

➤ **CONSEIL DES MINISTRES DU 30 OCTOBRE 2009**

Le Conseil des ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 30 octobre 2009 sous la présidence du premier ministre Herman Van Rompuy.

PLAN PME

Agents immobiliers et géomètres-experts autorisés à exercer sous forme de société - Deuxième lecture.

Le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi relatif à l'exercice d'une profession économique libérale et réglementée par une personne morale. Il a pour but de rendre possible l'exercice des professions économiques libérales réglementées sous forme de société et de voir la responsabilité y afférente prise en charge par une personne morale.

L'avant-projet, proposé par la ministre des PME et des Indépendants Sabine Laruelle, met en oeuvre la Plan fédéral pour les PME approuvé par le Conseil des ministre du 10 octobre 2008. Par cette mesure, les agents immobiliers et les géomètres-experts pourront bénéficier de la responsabilité limitée qu'offre l'exercice en société.

L'exercice d'une profession intellectuelle prestataire de service dans le cadre d'une personne morale permettra au client d'être face à quelqu'un de mieux armé pour affronter les aspects de plus en plus complexes de la profession, notamment au niveau de la durée, des ressources ou de la transparence. Pour le titulaire de la profession libérale, exercer en personne morale facilitera la transmission de la clientèle en fin de carrière et évitera la persistance d'une responsabilité à titre personnel.



CONGÉ PARENTAL

Harmonisation de certains arrêtés royaux quant à la limite d'âge pour le droit au congé parental.

Sur proposition de M. Steven Vanackere, ministre la Fonction publique, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal qui porte à 12 ans la limite d'âge pour le droit au congé parental dans certains arrêtés royaux relatifs aux régimes d'interruption de la carrière professionnelle.

L'objectif du projet est d'harmoniser la limite d'âge à 12 ans pour le droit au congé parental pour tous les membres du personnel statutaire et contractuel du secteur public. Le projet modifie en ce sens les cinq arrêtés suivants :

- arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux (article 4 quater) ;
- arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat (article 35 §1) ;
- arrêté royal du 7 mai 1999 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle du personnel des administrations (article 12) ;
- arrêté royal du 16 mars 2001 relatif aux congés et aux absences accordés à certains membres du personnel des services qui assistent le pouvoir judiciaire (article 32 §1) ;
- arrêté royal du 10 juin 2002 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel des entreprises publiques qui ont obtenu une autonomie de gestion en application de la loi du 21 mars 1991 de réforme de certaines entreprises publiques autonomes (article 13).

SÉCURITÉ SOCIALE DES INDÉPENDANTS

Assurance indemnités et assurance maternité pour indépendants et conjoints aidants.

Le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal (modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants) qui met la réglementation sur l'assurance indemnité et l'assurance maternité en faveur des indépendants et des conjoints aidants en concordance avec des arrêtés existants.

Dans le cadre de l'évaluation de l'état d'incapacité de travail pour le calcul de l'assurance indemnité, il est tenu compte des compétences professionnelles acquises par l'indépendant ou le conjoint aidant lors du programme de réadaptation professionnelle. Ceci est valable au terme d'une période de 6 mois prenant cours le mois suivant l'achèvement de la formation.

L'état d'incapacité de travail est maintenu pendant la période au cours de laquelle les titulaires suivent un programme de rééducation fonctionnelle ou un programme de réadaptation professionnelle. Ce programme doit être approuvé par la Commission supérieure du Conseil médical de l'invalidité.

Le projet supprime également la réduction de 10 % des prestations qui était prévue tant que le titulaire refuse de se soumettre à un programme de rééducation fonctionnelle ou professionnelle, préconisé par son organisme assureur et décidé par le Collège des médecins-directeurs.



DIRECTIVE SERVICES

Transposition en droit belge de la directive services - Deuxième lecture.

Le Conseil des ministres a approuvé, en deuxième lecture, un avant-projet de loi qui règle la transposition en droit belge de la directive européenne (2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur) relative aux services dans le marché intérieur. Le projet a été adapté à l'avis du Conseil d'Etat.

L'avant-projet contient des dispositions qui imposent des mesures de mise en oeuvre et n'appellent pas de modification de la législation. L'avant-projet contient les principes qui devront être respectés pour que la législation belge puisse être adaptée conformément à la directive services. Il contient en outre les définitions, la détermination du champ d'application, les règles relatives à la liberté d'établissement, les règles relatives à la libre prestation de services, les règles relatives aux obligations des prestataires de services et aux droits des destinataires de services et les règles relatives à la coopération administrative.





ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0381 Intérieur**

Interpellation de M. Bart LAEREMANS au premier ministre sur « le conflit d'intérêts des germanophones en ce qui concerne la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde ».

Idem n° 0375 M. Ben WEYTS

➤ **0382 Infrastructure**

Interpellation de M. Bruno STEVENHEYDENS au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « la perception d'un important supplément pour chaque trajet à destination ou au départ de l'aéroport de Zaventem et le reversement de ce supplément à la SA Diabolo ».

➤ **0383 Infrastructure**

Interpellation de M. Jan MORTELMANS au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur « les négociations concernant B-Cargo ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET
COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du Bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).





ADDENDA





AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	.....	.....
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	.....	.....
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	.....	.....
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	.....	.....
Information parlementaire			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	.....	.....
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	.....	.....
Fiches "info" parlementaires			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	.....	.....
Parlamentum Belgicum – Livre de photographies	4,00	.....	.....
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pp.	5,00	.....	.....
« Le Parlement » (iconographie)	2,50	.....	.....
« Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene)	30,00	.....	.....
Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie	2,50	.....	.....
Brochure « Dessins satiriques »	2,00	.....	.....
Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	.....	.....
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	.....	.....
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	.....	.....
Dépliants			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	.....	.....
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	.....	.....

BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE

A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES

NOM _____

ADRESSE _____

Veuillez verser le montant correspondant au compte n° **000-0019220-14** de la Chambre des représentants
– 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)

La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	40,00 euro (2) 20,00 euro	2,00 euro (3) 1,00 euro	120,00 euro (2) 60,00 euro	6,00 euro (3) 3,00 euro
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ➤ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ➤ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ➤ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 				
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	BELGIQUE 0,0744 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants» Paiement dès réception du décompte		